MAI 2024

be ▸ motion

magazine pour les membres de l'UBT-FGTB

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Déposé Antwerpen X – P708470
Magazine trimestriel
Mai 2024
Éditeur responsable :
Président. Frank Moreels
Paardenmarkt 66 - 2000 Antwerpen 1

5 Entretien avec les présidents Paul Magnette et Melissa Depraetere

10 Nos voix fortes chez l'UBT

15 L'Europe est à nous !

"Les élections de la vérité.

Lisez notre édition électorale !

FGTB UBT

be ▸ motion

Mai 2024

5

“Le monde du transport ne doit pas oublier le pouvoir qu’il a entre les mains”

13

Concourir ensemble avec Anja Vanrobaeys

22

Vers un transport plus durable et plus équitable

9 ▸ **Syndicats et extrême droite : quel est notre rôle selon Vincent Scheltiens ?**

10 ▸ **Nos voix fortes chez l’UBT : rencontre Stephanie Vanden Eede, Nick Loridan et Wim De Jonghe.**

15 ▸ **L’Europe est à nous ! Interview triptyque avec Frank Moreels, Estelle Ceulemans & Kathleen Van Brempt.**

Colophon

Frank Moreels, Véronique De Roeck, Freya Dhooghe, Tom Peeters, Mariëlle Degeeter, Charlotte Verduyn et Joke Hofmans
Composition : D’hondt-Ravijts bv
Photos : Andreas Gijbels
E.R. : Frank Moreels, Paardenmarkt 66, 2000 Antwerpen

Bienvenue dans cette édition spéciale de « be motion », entièrement consacrée aux prochaines élections. Normalement, notre président Frank Moreels ouvre cette page avec un edito inspirant, mais cette fois-ci, nous avons fait volte-face et nous l’avons interviewé. À l’approche des élections politiques en Belgique et des non moins importantes élections européennes, le moment est venu d’approfondir les questions qui touchent tout le monde.

Votez fort, vo

be motion : À l’approche des élections politiques, quel message voulez-vous faire passer en qualité de président de l’UBT ?

Frank Moreels : Mon principal message aux membres est le suivant : ne tombez pas dans le piège des partis d’extrême droite ! Ne croyez pas le Vlaams Belang lorsqu’il dit agir pour Monsieur et Madame Tout le monde, alors que, dans la pratique, c’est tout le contraire.

N’a-t-il pas, par exemple, voté contre l’augmentation des revenus minimums au Parlement européen ? Approuvé le renforcement de la modération salariale en Belgique ? Voté pour les suppléments d’honoraires élevés des radiologues et contre les soins de santé accessibles à tout un chacun ? Ne nous laissons donc pas leurrer !

“Lorsque la politique menée sous la pression de partenaires de coalition de droite ne nous convient pas, nous agissons.

otez gauche !

Un ouvrier qui vote pour le Vlaams Belang se tire donc une balle dans le pied, c'est aussi simple que cela.

Le Vlaams Belang, mais aussi le parti wallon « Chez Nous » défendent des valeurs radicalement opposées à celles prônées par notre syndicat. Nous défendons tous ceux qui doivent gagner leur vie en travaillant, indépendamment du sexe, de l'orientation sexuelle ou de la couleur de peau. L'extrême droite exclut et prêche l'intolérance.

Un ouvrier qui vote pour le Vlaams Belang se tire donc une balle dans le pied, c'est aussi simple que cela.

be motion : Certains disent néanmoins : le Vlaams Belang obtient 25 % des voix… laissons-les faire leurs preuves.
Frank Moreels : Avant toute chose : si le Vlaams Belang rassemble 25 % des voix, cela signifie également que 75 % des Flamands n'ont pas voté pour ce parti. Obtenir de nombreuses voix ne signifie pas avoir ou pouvoir former une majorité. Ce n'est pas comme ça que fonctionne une démocratie.

Je connais d'ailleurs bien ce raisonnement, qui consiste à vouloir les laisser entrer au gouvernement pour faire apparaître leur incompétence en la matière.

Ce raisonnement est pervers car, en quatre ans, un parti peut causer de sérieux dégâts. Nos confrères des syndicats finlandais en ont fait l'amère expérience. À peine arrivé au pouvoir, le parti d'extrême droite des « Vrais Finnois » a modifié la législation du travail, entraînant un net retour en arrière des droits des travailleurs finlandais.

be motion : L'UBT appelle-t-elle donc à voter à gauche ?
Frank Moreels : Bien entendu ! Cependant, j'adresse un message clair aux partis de gauche : cessez vos querelles intestines ! Vooruit, le PvdA et Groen sont des partis progressistes qui ont suffisamment d'ennemis à droite.

Comme je l'ai dit, le Vlaams Belang, mais aussi l'Open VLD, la N-VA et le CD&V proposent une politique dont nous ne voulons pas. Les partis de gauche ne doivent pas s'affronter, mais faire front face à la droite. Par exemple, lorsque j'entends la tête de liste du PvdA aux européennes maudire Vooruit, je me demande s'il n'a pas déjà suffisamment d'ennemis à droite. Il se trompe clairement d'adversaire, car pour l'UBT, il est évident que nous avons besoin de socialistes à tous les niveaux de gouvernement. La coalition Vivaldi, par exemple, a bien mieux travaillé que le gouvernement Michel-De Wever qui l'a précédée. Avons-nous toujours été d'accord avec la politique de la coalition Vivaldi ? Non. Mais cette politique a largement surpassé celle du gouvernement de droite qui l'a précédée. En effet, Bart De Wever (N-VA) et Charles Michel (MR) ont relevé l'âge de la pension, fait sauter une indexation et augmenté la TVA sur l'énergie.

Avec les socialistes (Vooruit et le PS) à bord du dernier gouvernement fédéral, les pensions minimums et le salaire minimum ont été revus à la hausse, la TVA sur l'énergie a été abaissée et l'indexation a été appliquée intégralement. C'est ainsi que le pouvoir d'achat des Belges a bénéficié de la meilleure protection de toute l'Europe, indépendamment de la crise sanitaire qui nous secouait. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les chiffres objectifs !

En Flandre, il n'y avait pas de socialistes au gouvernement et le gouvernement flamand de Jan Jambon a tout gâché. Suppression d'arrêts de bus, colère des agriculteurs contre le décret « azote », logements de plus en plus onéreux… et une qualité d'enseignement qui régresse, année après année.

L'UBT préfère sans aucun doute pouvoir compter sur la présence de socialistes à tous les niveaux de gouvernement ! Cela revient bien à voir siéger Vooruit en Flandre, le PS en Wallonie et les deux partis à Bruxelles.

be motion : L'UBT n'a-t-elle pas malgré tout mené de fréquentes actions contre des mesures gouvernementales ?
Frank Moreels : C'est vrai, et nous continuerons à le faire. Les gouvernements belges sont, par définition, des gouvernements de coalition. Lorsque la politique menée sous la pression de partenaires de coalition de droite ne nous convient pas, nous agissons. C'est ça aussi, la démocratie : des syndicats qui jouent pleinement leur rôle et descendent dans la rue lorsque c'est nécessaire.

D'ailleurs, l'UBT a établi un mémorandum dans lequel nous faisons le point sur nos priorités pour les nombreux scrutins de 2024. Cette brochure expose les politiques que nous espérons voir menées par le prochain gouvernement : https://www.btb-abvv.be/fr/nouvelles/1639-memorandum-ubt-2024. Et bien entendu, la lutte contre le dumping social, un bon statut pour tous les travailleurs du transport (y compris les travailleurs de plateformes), des parkings plus nombreux et plus sûrs, le maintien de la loi Major, etc. figurent en tête de notre liste de souhaits.

be motion : Cela ne dépendra-t-il pas aussi largement de ceux qui, en définitive, siègeront au parlement et au gouvernement, des personnalités en jeu ?
Frank Moreels : Tout à fait !
Anja Van Robaeys, élue Vooruit en Flandre orientale, n'a pratiquement manqué aucune action de l'UBT en sa qualité de parlementaire. Elle a régulièrement posé les bonnes questions au parlement, souvent en étroite collaboration avec l'UBT. Nos dockers ont été reçus au cabinet de Pierre-Yves Dermagne (PS) pour sécuriser de nouveau le statut des ouvriers portuaires. Ce même ministre a d'ailleurs fortement étendu le nombre d'inspecteurs sociaux, avec le concours de Frank Vandenbroucke.

Et nous attendons beaucoup aussi de la part de nos candidats UBT inscrits sur des listes socialistes. Stephanie Vanden Eede, Nick Loridan et Wim De Jonghe se présenteront ainsi aux élections fédérales dans la province d'Antwerpen.

Nous vous invitons à lire la suite, car dans les pages qui suivent, nous allons encore plus profond. Cette édition de « be motion » a été conçue pour informer, inspirer et vous doter des connaissances nécessaires à votre vote le plus important depuis années.

> **L'UBT préfère sans aucun doute pouvoir compter sur la présence de socialistes à tous les niveaux de gouvernement !**

Ne manquez pas de lire le mémorandum de BTB via bit.ly/ubtmemorandum

« Le monde du transport ne doit pas oublier le pouvoir qu'il a entre les mains »

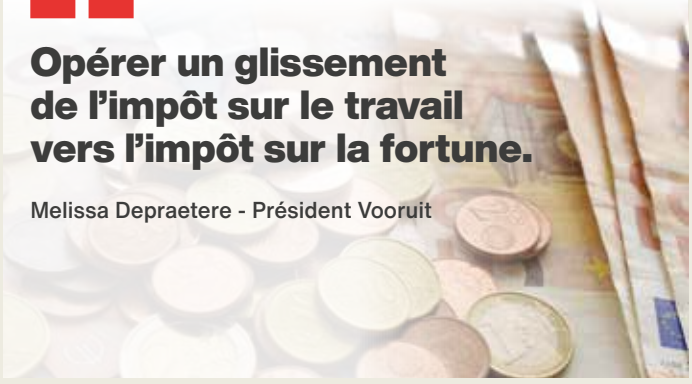
Semaine de 32 heures, profonde réforme fiscale, maintien du pouvoir d'achat, protection sociale pour les travailleurs de plateformes... Voilà quelques-uns des thèmes que l'on retrouve sur les programmes électoraux de Vooruit et du PS. Pourquoi un vote fort est-il un vote rouge ? Nous avons posé la question au président du PS **Paul Magnette** et à la présidente ad interim de Vooruit **Melissa Depraetere**.

▸▸

Comment maintenir notre pouvoir d'achat ?

« Vooruit est véritablement LE parti qui défend le pouvoir d'achat. Nous sommes le pays d'Europe où le pouvoir d'achat est le mieux protégé, avec des salaires plus élevés, des pensions plus élevées et une TVA à 6 % sur l'énergie. Et nous, socialistes, continuons à protéger mais aussi à renforcer notre pouvoir d'achat. Car l'enjeu est énorme. Notre prospérité est menacée par un bloc de droite et d'extrême droite formé par la N-VA et le Vlaams Belang. Un bloc qui se soucie peu de ce qui compte vraiment. Alors que nous, nous continuons à nous battre pour votre pouvoir d'achat. Pour des soins de la plus haute qualité, accessibles à tous. Et pour un enseignement fort qui offre les mêmes chances à chaque enfant. »

« L'homme le plus riche du monde conserve sa fortune ici, en Belgique. Et ce n'est pas parce qu'il aime y payer ses impôts. Pour nous, il est donc évident qu'il faut opérer un glissement de l'impôt sur le travail vers l'impôt sur la fortune. Quelqu'un qui va travailler tous les jours rend la moitié de son salaire aux impôts, alors que les multinationales et les grosses entreprises doivent à peine débourser. Vooruit continue à lutter pour une fiscalité juste et une grande réforme fiscale. Ce gouvernement fédéral, avec Vooruit, a déjà introduit une taxe minimum pour les multinationales ainsi qu'un impôt sur les titres pour quiconque dépasse le million d'euros sur son compte bancaire. Et nous estimons pouvoir aller encore plus loin. Nous devons aussi fermer les « portes de derrière » dans le domaine du droit patrimonial. Notre proposition ? Une exemption fiscale de la première tranche de 250.000 euros en cas d'héritage et une contribution équitable des grosses fortunes. Car aujourd'hui, les ménages qui ont mis un peu d'argent de côté et sont propriétaires d'une maison paient le prix plein. Les grosses fortunes ne paient rien ou presque rien. Vooruit veut réformer ce système. »



Opérer un glissement de l'impôt sur le travail vers l'impôt sur la fortune.

Melissa Depraetere - Président Vooruit

Qu'en est-il de la semaine de 32 heures et du travail faisable ?

« La semaine de 32 heures est un idéal à long terme. Chaque fois que la productivité a augmenté, les salaires ont grimpé ou le temps de travail a baissé, ou les deux. En un siècle, on est passé de 3000 heures à 1500 heures par an. Il n'y a aucune raison que ça s'arrête, parce que la productivité, elle, va continuer à exploser. On ne pourra pas y arriver de manière uniforme. Nous voulons mettre l'accent sur les aménagements de fin de carrière, sur le congé de parentalité, le crédit-temps… On a lancé le mouvement dans les services publics et le secteur non marchand. On doit maintenant l'enclencher dans le privé."

« Pour le PS, la carrière moyenne devrait durer 42 ans. D'une certaine manière, cela couvre déjà la question de la pénibilité, puisque ceux qui ont commencé à 18 ans ont, en général, démarré dans des secteurs moins qualifiés, et généralement plus éprouvants. Par ailleurs, nous proposons même de pouvoir partir après 40 ans de carrière pour les métiers vraiment difficiles, sachant qu'il reste la question complexe de définir la pénibilité. Enfin, une réflexion parallèle doit être menée pour alléger ces métiers en tant que tels. Certes, on ne va pas supprimer le travail de nuit dans les hôpitaux, mais on dispose aujourd'hui de nombreux outils, par exemple pour rendre la manutention de charges lourdes plus ergonomique. »

« La pénurie sur le marché du travail est énorme. Les entreprises sont désespérément à la recherche de travailleurs. Nous voulons donc permettre à un plus grand nombre de personnes de travailler. Pour ce faire, nous devons faire en sorte de mieux rémunérer le travail. Nous devons aussi aider chaque personne capable de travailler à trouver effectivement du travail, raison pour laquelle nous proposons d'instaurer un « emploi de base ». L'idée est de les accompagner activement dans leur recherche d'un nouvel emploi et, après deux ans d'accompagnement intensif, de leur donner un emploi de base. Un travail à part entière avec une protection sociale digne de ce nom. Plus que jamais, nous avons également besoin de syndicats forts. Pour que la concurrence féroce entre les entreprises ne soit pas menée au détriment des droits des travailleurs et se traduise plutôt en une hausse de la prospérité collective. Nous devons mener ce combat ensemble, en collaborant étroitement. »

Une moitié du monde souffre de l'absence de sens au travail.

Paul Magnette - Président PS

Comment motiver les employés ?

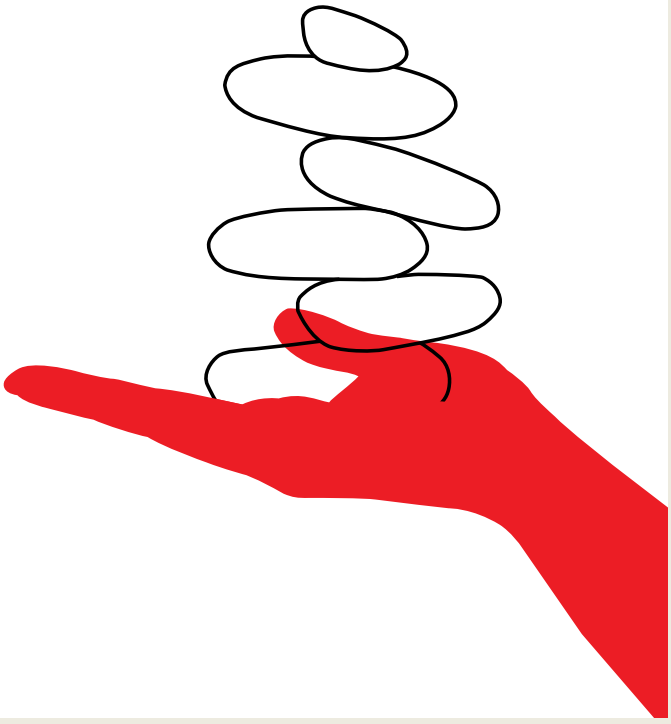
« Le travail représente une épreuve, parce qu'il exige de nous du temps, des efforts physiques et intellectuels. En même temps, cette épreuve peut s'avérer formidablement formatrice et émancipatrice, si certaines conditions d'autonomie sont réunies. Beaucoup de salariés souffrent de ne pas pouvoir décider de leurs horaires, de leurs tâches… Jusqu'ici, la gauche, aussi bien politique que syndicale, s'est principalement battue sur la question des salaires, des conditions de travail, des droits et du temps. Celle du sens a été moins appréhendée. Une moitié du monde continue de souffrir, soit de situations matérielles qui restent difficiles, soit de cette absence de sens ou d'autonomie. C'est un thème que j'aborde dans mon livre, L'autre moitié du monde. »

« La hausse du degré d'autonomie doit faire l'objet d'un vrai débat public. Et la période actuelle s'y prête parfaitement. Aujourd'hui, on a très largement atteint la prospérité et le chômage a baissé de manière drastique. Le rapport de force peut s'inverser. C'est un défi très important pour le monde syndical. Il doit s'en saisir pour ne pas passer à côté des aspirations des travailleurs. »

Comment protéger les travailleurs des plateformes ?

« Les flexi-jobs sont acceptables là où ils sont nécessaires, mais ils ne pourront jamais remplacer des emplois à part entière et la protection sociale qui en découle pour les travailleurs. C'est pourquoi nous estimons que les flexi-jobs ne peuvent représenter qu'une part limitée du nombre total d'heures prestées au sein d'une entreprise. Vooruit lutte aussi depuis des années pour la protection sociale des travailleurs de plateformes. Et avec succès car, grâce à Frank Vandenbroucke, tous les collaborateurs de plateformes bénéficient enfin d'une bonne protection sociale. C'est un progrès énorme pour tous ces travailleurs qui sillonnent les routes de Belgique et de l'Union européenne à vélo ou en camionnette. »

« Il y a un vrai combat, assez classique, pour que l'économie de plateformes rentre dans la norme, c'est-à-dire le CDI. En ce sens, la présomption de salariat constitue la meilleure réponse. Pierre-Yves Dermagne, ministre socialiste de l'Économie et du Travail, a d'ailleurs fait avancer et aboutir cette directive européenne. »



Poursuite de la lutte contre le dumping social ?

« Il est essentiel de renforcer les inspections sociales, fiscales et économiques et de donner plus de pouvoir à l'Autorité belge de concurrence. C'est le seul moyen de garantir une concurrence loyale entre les entreprises, dans le respect des droits des travailleurs.
Chez Vooruit, nous estimons que les travailleurs ont non seulement droit à une rémunération juste, mais aussi à un travail faisable et de qualité. Dans un pays prospère comme la Belgique, tout travail doit être de qualité, sans exception. Sinon, comment peut-on attendre des gens qu'ils travaillent pendant plus de 40 ans ? C'est pourquoi Vooruit se bat contre toute forme d'exploitation : contre le travail illégal, contre le dumping social et contre l'exploitation des nombreux coursiers et chauffeurs qui nous livrent nos colis et nos repas. Nous nous battons aussi pour ceux qui sont davantage éloignés du marché du travail, par exemple pour les personnes atteintes d'un handicap professionnel, qui ont tout autant droit à un emploi de qualité et adapté à leur situation. Tout le monde a droit à un travail décent. »

Vooruit lutte aussi depuis des années pour la protection sociale des travailleurs de plateformes.

Melissa Depraetere - Président Vooruit

Le monde du transport ne doit pas oublier le pouvoir qu'il a entre les mains, surtout au niveau européen.

Paul Magnette - Président PS

« On doit absolument agir à l'échelle européenne. Le dumping est lié à la concurrence entre les législations sociales des différents états membres et à la manière dont est organisé le détachement des travailleurs. Nous devons petit à petit harmoniser les conditions de base telles que le salaire minimum, les normes de temps de travail, en particulier dans les secteurs transnationaux comme le transport. Le politique doit faire avancer le droit social européen. Mais ça passe aussi par la négociation. Et le monde du transport ne doit pas oublier le pouvoir qu'il a entre les mains, particulièrement au niveau européen. C'est en cela que les élections européennes du mois de juin constituent un enjeu majeur. »

Il revient aux mouvements syndicaux de bloquer l'extrême droite et de lui tordre le cou.

Vincent Scheltiens

À la veille des élections du 9 juin, l'Europe se trouve à un tournant décisif. Récemment, le rassemblement de hauts dirigeants d'extrême droite à Budapest a mis en exergue une menace imminente. Lors de cette conférence, durant laquelle des personnalités telles que Viktor Orbán et d'autres figures politiques influentes ont pris la parole, il est clairement apparu que le programme de l'extrême droite dépassait les frontières nationales. Leur message est celui d'une résistance aux valeurs progressistes, avec une rhétorique inquiétante nécessitant une action immédiate. Notre président Frank Moreels a consacré un chapitre de son livre « Le monde est à nous » à cette question préoccupante et il a aussi discuté du rôle des syndicats dans la lutte contre l'extrême droite avec Vincent Scheltiens, historien et auteur de différents ouvrages sur le nationalisme et l'extrême droite.

Vincent, les récents succès électoraux des partis d'extrême droite semblent être sans précédent. Que pensez-vous de la réponse apportée par la droite traditionnelle ?
Vincent Scheltiens : Nous observons une tendance inquiétante, où le centre et la droite conservatrice ouvrent la voie à l'extrême droite. Ils adoptent non seulement leurs discours, mais créent aussi des alliances pour rester au pouvoir. Dans les faits, cette attitude a propulsé des partis d'extrême droite au pouvoir dans différents pays européens comme la Suède, la Finlande et l'Italie, ainsi que dans des régions et villes d'Espagne.

Quel est l'impact de la mondialisation sur cette transition vers l'extrême droite ?
Vincent Scheltiens La mondialisation entraîne de nombreux défis de taille, comme des crises financières et climatiques, des pandémies et des flux migratoires. Cette situation crée un climat d'incertitude et de peur au sein de la population, que l'extrême droite exploite habilement en proposant une alternative simple, mais trompeuse, qui séduit à la fois les moins fortunés et ceux qui, par chauvinisme, veulent se soustraire aux problèmes du monde.

Quel est le message au cœur de l'idéologie propagée par l'extrême droite ?
Vincent Scheltiens : Leur programme, le nativisme, se fonde sur un fort sentiment de nationalisme et de racisme. Ils vendent l'idée de frontières dures et d'une homogénéisation interne, où les personnes différentes ou venant d'ailleurs ne sont pas tolérées. Il en résulte une hiérarchie, dans laquelle le « propre peuple » est prioritaire et les autres sont considérés comme inférieurs ou sont même déshumanisés.

Quel est le rôle des syndicats dans cette lutte contre l'extrême droite ?
Vincent Scheltiens : Les syndicats sont cruciaux, car ils soutiennent la solidarité internationale et défendent les droits sociaux et démocratiques. Tout comme par le passé, lorsqu'ils se sont opposés au fascisme, ils doivent aujourd'hui résister à l'extrême droite. Cela signifie dénormaliser l'extrême droite, démystifier ses mensonges nativistes sur le plan social et sa démagogie sur les lieux de travail et dans l'espace public et soutenir une politique sociale forte qui rompt avec la logique néolibérale.

Concrètement, comment les syndicats peuvent-ils faire la différence ?
Vincent Scheltiens : Les syndicats doivent offrir des alternatives fortes et réalistes fondées sur la solidarité et la camaraderie, plutôt que sur la haine et la division. C'est un exercice complexe parce que ces solutions alternatives sont fondées sur les intérêts matériels réels des travailleurs et non sur des mensonges. Mais il est essentiel de briser l'hégémonie des idées d'extrême droite et de construire une société plus juste.

Dans le chapitre « Haine et jalousie » du livre « Le monde est à nous » de Frank Moreels, nous nous penchons sur cette question préoccupante. Vous pouvez télécharger le livre gratuitement ici : www.lemondeestanous.be.

Nos voix fortes de

Les syndicalistes sont des personnes qui défendent les droits des travailleurs pratiquement jour et nuit. Mais pourquoi devraient-ils également se présenter aux élections ? Nous nous sommes entretenus avec Stephanie Vanden Eede et Nick Loridan de l'UBT Port et avec Wim De Jonghe de l'UBT Transport routier & Logistique. Ces militants inlassables nous partagent non seulement leurs motivations, mais aussi les thèmes fondamentaux qu'ils souhaitent mettre en avant avec leur double casquette de syndicalistes et de candidats politiques.

Notre première question est simple : qu'est-ce qui vous pousse à faire de la politique en plus de votre rôle de syndicaliste ?
Wim De Jonghe (UBT Transport routier) : « La réponse est aussi simple en ce qui me concerne : pour jeter des ponts. Pour faire le bien et pour rassembler les gens. Je le fais tous les jours dans mon travail, mais j'aime aussi le faire à l'échelle locale, dans ma commune, et j'entends bien le faire à l'échelle de la Flandre. Rechercher des solutions avec le parti, lui offrir mon expérience de l'interaction avec les gens au quotidien. Il est important que les responsables politiques sachent ce qui se passe réellement dans les usines et dans la rue. Nous sommes au contact de cette réalité tous les jours. »

Nick Loridan (UBT Port) : « Pour moi, il s'agit en fait d'une décision relativement simple, voire organique. Lorsque j'ai commencé à travailler au port pour la première fois en tant qu'ouvrier occasionnel, à l'âge de 18 ans, j'allais encore à l'école secondaire et je vivais dans une sorte de bulle. Je pensais que tout allait bien en Belgique et que nous avions tous les mêmes chances dans la vie. Mais lorsque j'ai atterri dans le port, je me suis rendu compte que ce n'était pas tout à fait exact. Mon père parle toujours de ses années de syndicalisme avec nostalgie et cela m'attirait. J'ai finalement pu poursuivre mes études en vue d'obtenir mon diplôme de bachelier, mais j'ai continué à travailler de temps en temps comme ouvrier occasionnel pendant cette période, surtout pendant la dernière année. Entre-temps, bon nombre de mes amis étaient déjà actifs en politique, principalement en lien avec le port ou le secteur du transport, qui n'était pas toujours profitable à tous. Pour moi, il était donc logique de m'engager en politique dans l'espoir de rendre mon environnement un peu meilleur, surtout pour les personnes qui n'avaient pas une vie facile. »

Stephanie Vanden Eede (UBT Port) : « J'ai toujours été engagée pour la société, même avant que je ne commence à travailler pour le syndicat. Étudiante, je ressentais le besoin de mener une action sociale dans ma vie, en particulier pour réagir aux tendances de droite grandissantes pendant mes études. C'est resté important pour moi, car j'avais déjà compris qu'à la fois les employeurs et les travailleurs devaient être représentés. J'ai donc poursuivi dans cette voie, même après avoir rejoint le syndicat. »

Quelle est la force d'un syndicaliste pour être élu ?
Stephanie : « En tant que juriste convaincue, je crois fermement qu'en travaillant pour le syndicat, on entend la voix de nombreux ouvriers. Nous voyons trop souvent passer des belles propositions de loi soumises par des personnalités politiques qui ne sont pas applicables dans la pratique. Il est capital de jeter un pont entre l'idéologie et les connaissances pratiques. C'est pourquoi il est essentiel que les syndicats s'impliquent dans la politique. On a besoin de gens qui peuvent avoir une réflexion idéologique, mais aussi de gens qui ont une véritable expérience du terrain. »

Wim : « La politique n'a aucun lien avec le syndicat, aussi devons-nous également faire entendre cette voix. Attention : il y a des personnalités politiques très fortes qui sont très proches de nous, qui viennent vraiment nous soutenir quand nous avons besoin d'elles. Mais elles ne sont pas assez nombreuses. Nous devons travailler sur la relation entre le syndicat et le parti, nous pouvons apporter un soutien de poids : communication d'informations, partage de connaissances, présence lors des actions afin que les travailleurs voient que 'Bruxelles' se soucie vraiment d'eux. Je fais mes commentaires, j'entre en conflit s'il le faut, mais lorsqu'il y a une écoute mutuelle, on recherche des solutions ensemble. »

Nick : « Je crois fermement à la pilarisation. Pour moi, il est essentiel qu'il y ait un équilibre entre la solidarité au sein de la famille FGTB et la synergie entre les différents groupes. Cela m'a toujours motivé, surtout dans les situations où cela s'impose dans mon propre environnement. Je trouve logique, sur le plan politique également, que les syndicalistes briguent un mandat ou, en tout cas, prennent un engagement à un moment de leur vie. Il y a beaucoup d'ouvriers du transport dans le monde. La connexion entre le syndicat et un parti politique comme Vooruit est donc importante. Je veux assurer ce lien. Louis Major, qui fut ministre et notre président, disait à

l'UBT

« Je pense qu'il est important que nous recherchions, en tant que socialistes, des partenaires qui souhaitent mettre en œuvre nos politiques progressistes et parler d'une même voix. Nous devons collaborer afin de nous éviter de vivre un dimanche noir, car cela me préoccupe beaucoup. »

« Je trouve logique, sur le plan politique également, que les syndicalistes briguent un mandat ou, en tout cas, prennent un engagement à un moment de leur vie. »

« Je fais mes commentaires, j'entre en conflit s'il le faut, mais lorsqu'il y a une écoute mutuelle, on recherche des solutions ensemble. »

juste titre : « Le parti doit-il être composé de syndicalistes uniquement ? » Non, bien sûr que non. Mais il faut qu'il y ait un savant mélange pour qu'il reste sain. »

Quelles sont vos chevaux de bataille, quels thèmes affectionnez-vous ?

Nick : « Une approche honnête des nouvelles technologies et de leur impact sur notre société constitue un sujet important à mes yeux. Prenez par exemple la digitalisation, la robotisation et l'automatisation qui ne cessent de gagner du terrain ces dernières années. Ces évolutions ont souvent été considérées comme des opportunités pour l'innovation et l'esprit d'entreprise, la voie à suivre. Cependant, l'adoption de ces technologies a entraîné la disparition d'emplois. Nous nous sommes rassurés en pensant que les travailleurs continueraient de suivre des formations pour garder leur importance. Mais aujourd'hui, avec l'essor de l'intelligence artificielle, nous sommes face à un défi similaire. Il est temps de reconnaître honnêtement que ces progrès technologiques n'offrent pas seulement des opportunités, mais qu'ils s'accompagnent également de responsabilités, tant pour les employeurs que pour la société dans son ensemble. Une approche honnête de la technologie implique aussi d'évaluer son impact sur l'emploi de nos travailleurs et de réfléchir activement à des solutions. Par exemple, nous avons spécifiquement conclu une cct à ce sujet, qui prévoit une évaluation régulière et des ajustements si nécessaire. Nous accueillons les nouvelles technologies avec enthousiasme, mais nous demandons également un suivi et une inspection pour veiller à ce que nous ne nous retrouvions pas, dans 10 ou 15 ans, avec un marché de l'emploi n'offrant du travail de qualité qu'à quelques chanceux. »

Stephanie : « Sans hésitation, la pauvreté infantile ! Je me présente à Schoten et bien que ce soit difficile à croire, la pauvreté infantile et la précarité sont un véritable problème dans notre commune. Je viens moi-même de devenir maman et le thème de la garde d'enfants est devenu important, ce qui me permet de voir ce qui ne va pas et ce qui pourrait être amélioré. Je veux vraiment me battre pour que les jeunes ménages puissent combiner travail et famille de manière décente et sans stress. »

Wim : « Pour moi, outre les thèmes du transport évidemment, c'est la protection de la sécurité sociale. Nous devons vraiment la protéger et même l'améliorer. Les attaques sont nombreuses, nous devons les contrer et poursuivre le travail sérieusement. Les pensions, par exemple, doivent être améliorées. Je souhaite aussi travailler sur la question de l'emploi. Les temps modernes apportent leur lot de défis et d'opportunités pour nos travailleurs. Des considérations et des décisions importantes sont nécessaires pour l'avenir. »

La lutte contre l'extrême droite est le fil conducteur de cette édition de 'be motion'. Comment l'envisagez-vous ?
Wim : « Nous devons aller vers les jeunes, leur parler de l'histoire de l'extrémisme et aussi les sensibiliser davantage au passé. Il faut également attirer davantage l'attention sur la lutte du socialisme, tout ce qui a pu être réalisé à travers l'histoire sociale et politique. »

Stephanie : « Je suis littéralement dans la fosse aux lions : Tom Van Grieken se présente dans ma commune, impossible de faire plus près. Nous devons vraiment faire contrepoids aux fake news, ces nombreuses informations fallacieuses qui sont diffusées dans le monde dans le seul but de déstabiliser. Je pense qu'il est important que nous recherchions, en tant que socialistes, des partenaires qui souhaitent mettre en œuvre nos politiques progressistes et parler d'une même voix. Nous devons collaborer afin de nous éviter de vivre un dimanche noir, cela me préoccupe beaucoup. »

Nick : « Je pense que nous devons investir dans les médias pour faire contrepoids. Nous devons aussi mettre nos propres influenceurs à contribution. Publier des posts tous les jours, faire en sorte d'attirer encore plus de visages forts dans notre mouvement et mettre en avant nos idées progressistes. »

Ces voix fortes de l'UBT ne se font pas seulement entendre sur le lieu de travail, mais aussi en politique. Fortes d'une croyance bien ancrée dans la solidarité et la justice sociale, elles s'efforcent de jeter des ponts et d'amener un changement positif, non seulement pour les ouvriers d'aujourd'hui, mais aussi pour les générations futures.

Nous les remercions et leur souhaitons bonne chance aux élections du mois de juin !

Anja Vanrobaeys est la voix du citoyen lambda depuis 20 ans

Fin de l'année passée, Anja Vanrobaeys, parlementaire fédérale pour Vooruit, a publié « Waarom ik blijf strijden » (« Pourquoi je continue de me battre »), un livre rassemblant les témoignages de personnes qui font de leur mieux au quotidien et qui sont solidaires, mais qui, d'une manière ou d'une autre, ne bénéficient pas de cette solidarité en retour. Anja : « Ma mission politique est de faire la différence pour ces personnes en me battant pour qu'elles aient plus de pouvoir d'achat et bénéficient d'un filet de sécurité solide. Pour qu'elles soient moins préoccupées et davantage épanouies. »

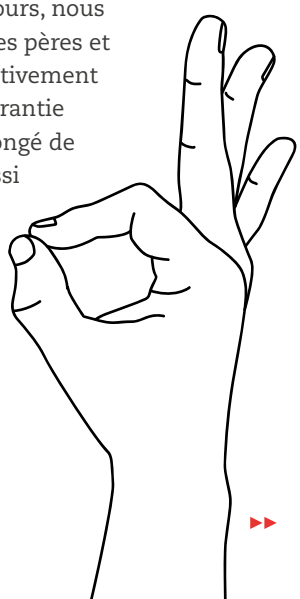
Élargir et améliorer l'accueil de la petite enfance

Anja Vanrobaeys : « Dans *Waarom ik blijf strijden* nous découvrons l'histoire de Charlotte, une jeune maman inscrite sur la liste d'attente de 12 crèches, mais qui n'a quand même pas trouvé de place pour son bébé. Elle a donc été contrainte de prendre son congé parental. Vooruit plaide pour le modèle scandinave : les travailleurs doivent être certains d'avoir une place en crèche. »

« Pour préparer mon livre, j'ai passé la journée dans une crèche. Avec 9 enfants par puériculteur/trice, c'est presque du travail à la chaine : donner à manger, changer les langes, s'occuper de l'administratif, etc. Les puériculteurs/trices demandent à juste titre davantage de temps pour jouer avec les enfants, les cajoler, leur lire des histoires et leur apprendre des choses. Parce que oui, ces enfants leur tiennent à cœur. Avec une charge de travail monstrueuse, ils risquent de perdre la fierté du métier. Le nombre d'enfants maximum par puériculteur/trice doit être revu à la baisse. Ce n'est qu'ainsi que les parents auront la certitude que leur enfant reçoit les meilleurs soins possible et qu'ils iront travailler sereinement. »

Allongement du congé de naissance

Anja Vanrobaeys : « En outre, nous voulons étendre le congé de naissance à 2 mois si chaque parent prend un mois. Depuis le passage du congé de naissance à 20 jours, nous constatons que la majorité des pères et des coparents prennent effectivement ces jours. En combinant la garantie d'une place en crèche et le congé de naissance, nous œuvrons aussi en faveur d'un statut plus équitable pour les mères et les pères sur le marché du travail. »



Je continue de plaider pour la révocation des agréments d'Uber et Deliveroo.

Plus de respect pour les travailleurs dans le secteur du transport

Anja Vanrobaeys : « Le secteur du transport est également un secteur crucial pour notre société, mais cette importance ne se reflète malheureusement pas dans les salaires et les conditions de travail. Les chauffeurs de poids lourds, les livreurs de colis, les coursiers à vélo, les chauffeurs de taxi : il est effarant de constater à quel point ils sont peu respectés. On observe une véritable course vers le bas avec des faux indépendants sous-payés, non assurés et sans protection sociale. Le paquet Mobilité européen a légèrement amélioré la situation. Sous ce gouvernement, 285 inspecteurs supplémentaires ont été recrutés. Il s'agit néanmoins d'un travail de longue haleine. »

« En outre, je continue de plaider auprès du ministre des Finances pour révoquer les agréments d'Uber et Deliveroo. Pas moins de 85 % des coursiers à vélo travaillent sous le statut peer-to-peer, qui permet de ne pas payer d'impôts sous un certain revenu plafonné. Malgré des reportages télévisés choquants et des décisions de justice sévères, l'exploitation organisée continue. »

Une base solide pour la sécurité sociale

Sous la présidence belge de l'UE, les États membres et le Parlement européen sont parvenus à un accord sur les nouvelles règles budgétaires en février 2024. La Belgique sera durement touchée par ces règles : en 7 ans, nous devrons économiser pas moins de 27 milliards d'euros.

Anja Vanrobaeys : « La droite veut piocher dans les pensions et les revenus d'intégration sociale, mais nous nous sommes battus trop longtemps pour ça. Nous sommes un pays prospère ; de l'argent, il y en a. En nous serrant les coudes et en étant solidaires, nous irons plus loin. »

Anja Vanrobaeys : « Ce principe vaut aussi pour notre cathédrale : la sécurité sociale. Nous avons besoin d'une base solide. En effet, tout le monde peut se retrouver dans le pétrin, comme nous l'avons vu durant la crise sanitaire. Comment pouvons-nous renforcer cette sécurité sociale ? Premièrement, nous devons aider le plus de personnes possible à trouver un travail décent. Deuxièmement, nous devons nous assurer que tous les travailleurs contribuent à cette sécurité sociale. Avec la popularité grandissante du travail de plateforme et des flexi-jobs, ce n'est actuellement pas le cas. Troisièmement, les avantages salariaux alternatifs doivent être limités. Saviez-vous qu'il existe pas moins de 80 façons de contourner l'ONSS ? Par exemple, des montants énormes vont dans des *warrants* et des options sur actions. Et ce ne sont pas les travailleurs ordinaires qui en profitent. Non, car ces derniers se heurtent toujours aux limites imposées par la loi sur la norme salariale. Une quatrième manière de refinancer la sécurité sociale est de taxer davantage les grosses fortunes. »

La voix du peuple

Anja Vanrobaeys : « Mon travail au Parlement est nourri par les témoignages des citoyens. Ces rencontres et conversations sont la plus belle partie de mon travail. Je participe à autant d'activités que possible. Je suis aussi régulièrement sur la route avec l'UBT. Ainsi, le jour du Black Friday, j'ai aidé à distribuer des paquets surprises aux livreurs de colis pour les mettre à l'honneur. L'année dernière, je me suis rendue aux piquets de grève de Delhaize. Ces personnes me tiennent réellement à cœur. Lorsque Delhaize a annoncé la franchisation de 128 magasins, ces personnes se sont senties laissées pour compte. Ces histoires me donnent l'énergie de continuer à me battre pour une vie meilleure. »

Pourquoi un vote pour Vooruit est-il un vote fort aux élections ?

Anja Vanrobaeys : « Eh bien, justement parce que nous sommes du côté des travailleurs. Nous ne sommes pas le parti des fausses promesses, nous nous mouillons pour les citoyens. Et notre travail porte ses fruits. Ainsi, notre pouvoir d'achat est le mieux protégé au monde. Vous pouvez vous rendre chez le médecin pour 4 euros et les pensions minimums sont passées à 1.640 euros. Tout cela, grâce aux socialistes. Chaque euro compte et c'est pourquoi je continue de me battre. »

L'EUROPE EST À NOUS !

À l'heure où la politique européenne connaît de profonds bouleversements et où les défis se multiplient, l'importance de l'Union européenne et son impact sur notre vie quotidienne apparaissent avec plus d'acuité. Le triptyque suivant d'interviews avec **Frank Moreels, président de l'UBT, **Estelle Ceulemans**, candidate du PS, et **Kathleen Van Brempt**, députée européenne de Vooruit, met en lumière les choix cruciaux et les défis auxquels l'Europe est confrontée, ainsi que le rôle que joue le mouvement syndical dans la construction d'un avenir européen social et juste.**

Frank Moreels

L'Europe est à nous !

Dans le premier article de ce triptyque, nous interrogeons Frank Moreels sur les prochaines élections européennes.

Frank, on entend souvent que les élections européennes « ne nous concernent pas vraiment ». Une erreur, selon vous ?
On peut avoir cette impression, mais ce n'est pas du tout le cas ! L'Europe détermine notre travail et notre vie en tant que citoyen. Les ouvriers du transport savent que la politique européenne a un impact énorme. Je dis souvent que 85 % des règles en vigueur dans le secteur du transport sont fixées à un niveau européen, voire mondial.

Voilà pourquoi notre syndicat doit s'intéresser à l'Europe. Car si nous ne le faisons pas, l'Europe en tout cas s'occupera de nous.
À nous de faire en sorte que cette intervention soit positive et non négative. Si nous laissons l'Europe entre les mains de la droite et des libéraux, nous sommes certains qu'elle ne nous apportera rien de bon. Au lieu de cela, nous pouvons faire en sorte d'avoir une Europe sociale de gauche. Voilà le vrai choix qui se pose à nous dans le cadre des élections pour le Parlement européen.

Les défis auxquels nous sommes confrontés ne sont d'ailleurs pas des moindres : crise climatique, digitalisation et intelligence artificielle, dumping social… Autant de problématiques qu'il est préférable d'aborder au niveau européen, si pas mondial. Ma vision de la question est exposée dans mon livre : www.lemondeestanous.be

Quels sont, selon vous, les principaux défis pour le Parlement européen ?
Cela n'étonnera personne : le dumping social constitue pour moi l'un des dossiers essentiels.

L'Europe a attaqué le statut de nos dockers à deux reprises, par le biais des Paquets portuaires 1 et 2. Chaque fois, la mobilisation européenne que nous avons organisée a été un succès. L'Europe libérale n'a pas eu gain de cause ! C'est l'Europe des ouvriers qui a remporté ce combat.

S'il existe aujourd'hui des règles européennes pour contrer le dumping social dans le transport routier, c'est grâce à la mobilisation des syndicats, et parce que nous avions des amis au Parlement européen, qui nous ont aidés. Je pense surtout à Kathleen Van Brempt de Vooruit. Le Paquet mobilité était en principe une mauvaise proposition de la Commission européenne. Les actions syndicales et la pression politique au Parlement européen ont permis de parvenir à un compromis acceptable avec de nombreuses touches syndicales.

Mais il reste encore un long chemin à parcourir ! Une étude de terrain de la fondation néerlandaise RTDD a récemment démontré que le paquet mobilité était largement bafoué.

Des chauffeurs eurasiens sont encore exploités sans le moindre scrupule et les règles imposées dans le mobility package ne sont tout simplement pas respectées par les sociétés de transport malhonnêtes. Il faut multiplier les contrôles et veiller au respect des règles. Par le biais de procès et de condamnations. Q'une société frauduleuse puisse prendre des mesures, payer l'amende et s'en sortir comme ça, c'est trop facile !

L'Autorité européenne du travail, qui est un peu l'inspection du travail à l'échelle européenne, doit donc recevoir plus de moyens et de compétences. Lorsqu'un camion grille un feu rouge, il est sûr de recevoir une amende ! Aujourd'hui, les sociétés de transport malhonnêtes qui ne respectent pas la loi n'en subissent pas la moindre conséquence. Cela doit changer !

Est-ce possible, avec la montée des partis de droite et des partis populistes en Europe ?
Parmi les élections qui nous attendent cette année, celles pour le Parlement européen constituent une priorité absolue !

La droite, l'ultradroite et l'extrême droite risquent en effet d'avoir plus de représentants au Parlement européen. Je peux déjà vous le dire : ce n'est pas dans l'intérêt de la population active, ce n'est pas dans l'intérêt de nos membres et ce n'est certainement pas dans l'intérêt des ouvriers du transport.

Pour vous citer quelques exemples : l'extrême droite a voté contre l'augmentation du salaire minimum au niveau européen et tente, là où elle est au pouvoir, de brider voire de supprimer le droit de grève. Voilà comment elle « soutient » les travailleurs. Les ouvriers du transport qui envisagent de voter pour l'extrême droite font donc une grosse erreur. Ils votent contre leur propre intérêt.

En tant que syndicat, nous nous mobilisons pour faire avancer les forces progressistes en Europe. Pour l'UBT, il s'agit des partis qui nous ont aidés à répandre des idées progressistes en Europe au cours de la période écoulée. »

L'expression « c'était mieux avant » est simplement fausse, et nous devons oser l'admettre en tant que syndicat.

Nous devons avoir un maximum de représentants de gauche au Parlement européen. À l'UBT, nous misons sur Kathleen Van Brempt de Vooruit. Cela fait déjà 20 ans qu'elle défend les ouvriers du transport. Mais nous savons qu'Estelle Ceulemans, du PS, défendra aussi les positions syndicales. Deux femmes que nous voulons voir siéger au Parlement européen !

Pas mal de gens sont contre l'Europe. Certains plaident même pour une sortie à la « Brexit ». Une option raisonnable ?
Ce n'est pas parce que l'on est contre la politique actuellement menée par la Commission européenne que l'on doit être contre l'Europe. La pensée et la construction européennes assurent la paix en Europe depuis près de 80 ans. En outre, l'Europe ne nous protège pas seulement d'une guerre interne, mais constitue aussi une garantie de résilience économique au niveau géopolitique.

Comment un petit pays comme la Belgique pourrait-il s'imposer dans un monde globalisé face à la politique ultra-agressive de la Chine, par exemple ? Je ne suis d'ailleurs pas certain que nos camarades britanniques soient si heureux de leur Brexit.

Et je sais que nos camionneurs ne veulent pas revenir au « bon vieux temps » où ils avaient besoin de 20 devises différentes pour rouler à l'étranger et devaient conserver précieusement 27 piles de papier pour remplir toutes les formalités administratives et frontalières. Sans parler des longues files d'attente aux passages de frontières. Il en va de même d'ailleurs pour les secteurs de l'aviation, de la navigation intérieure…

L'expression « c'était mieux avant » est simplement fausse, et nous devons oser l'admettre en tant que syndicat.

Les nouvelles règles budgétaires européennes pour les États membres sont tout de même très inquiétantes, non ?
Tout à fait ! Si l'Europe les met en application, la Belgique devra économiser 27 milliards d'euros en quatre ans. C'est un non-sens ! Nous savons bien qui va payer la facture. Et soyons réalistes : on peut aussi mettre de l'ordre dans les finances publiques sans imposer de telles économies. Nous soutenons la campagne « Tax the rich ». Il y a de l'argent plus qu'en suffisance. Il n'y a rien de plus légitime que d'obliger les grosses fortunes et les multinationales à contribuer davantage !

Êtes-vous déçu par l'Europe en ce qui concerne la proposition de compromis pour les travailleurs des plateformes ?
Un compromis a été trouvé et c'est un début. Nous pouvons maintenant aller de l'avant pour améliorer les droits et les conditions de travail des travailleurs des plates-formes.

La proposition de la Commission consistant à partir du principe, par définition, que les collaborateurs de plateforme sont des travailleurs jusqu'à preuve du contraire par les plateformes n'était pas mauvaise. Bien sûr, on peut discuter des critères sur lesquels une telle décision serait fondée. Mais les principes de départ étaient corrects : des critères clairs et une charge de la preuve reposant sur la plateforme.

Finalement, il y a que 4 États membres qui ont rejeté cette proposition.
En effet, 23 des 27 avaient approuvé le compromis. Mais quatre États membres – la France, l'Allemagne, la Grèce et l'Estonie – ont pris la responsabilité de priver des millions de collaborateurs de plateforme de leur droit à un statut clair, celui de travailleur.

Il faut peut-être oser dire que ce sont ces quatre États membres qui sèment le chaos, et non l'Europe. Mais comme je l'ai dit, l'accord qui a finalement été conclu est un compromis sur lequel nous pouvons continuer à travailler.

Mais nous devons aussi oser dire que l'Europe d'aujourd'hui n'est pas l'Europe que nous voulons. Dans le manifeste de l'UBT et de la Fédération Européenne du Transport (ETF), nous affirmons donc clairement que l'Europe ne réagit pas de la bonne manière aux défis sociaux, économiques et politiques d'aujourd'hui.

Au contraire : elle a misé sur la libéralisation, la privatisation et la dérégularisation. Cela a renforcé la méfiance des travailleurs à l'égard de cette Europe distante et, à leurs yeux, bureaucratique. Et on peut compter sur les populistes pour en tirer parti.

C'est à nous, et aux partis progressistes eu Europe, de refaire de l'Europe le projet inspirant qu'elle a jadis été. Ce sont des socialistes comme Spinelli et Delors qui ont dessiné l'Europe.

Estelle Ceulemans

Une battante pour agir à l'Europe !

Secrétaire générale de la FGTB Bruxelles, Estelle Ceulemans se présente pour la première fois aux élections, à la deuxième place de la liste du Parti Socialiste pour le suffrage européen. Elle nous explique son engagement et ses combats.

« Dans un monde de plus en plus replié sur lui, la solidarité est plus que jamais ce qui peut nous sauver ! » En une seule phrase, on comprend où se situent les valeurs d'Estelle Ceulemans. « Je suis et je reste une syndicaliste dans l'âme. Mes priorités absolues si je suis élue ? L'emploi, la protection sociale, le bien-être au travail et une fiscalité plus juste, mais aussi le combat pour l'égalité entre femmes et hommes. »

Au cœur des grandes transitions

Mais pourquoi ce choix de l'Europe ?
« On la connait mal et elle est souvent peu appréciée, mais l'Europe est au cœur de grands changements en cours, notamment les transitions climatique et digitale », répond-elle. « C'est pour ça que je veux m'engager pour que cette Europe soit vraiment sociale. La transition climatique doit se faire avec un cœur rouge, pour que les travailleurs et travailleuses la vivent dans les meilleures conditions possibles. Je veux aussi relever le défi des inégalités entre hommes et femmes, entre autres pour les salaires et les pensions. »

> **L'ADN de mon engagement syndical, c'est agir pour une meilleure répartition des richesses.**

Aussi pour le transport

Mais l'Europe compte-t-elle pour les secteurs du transport et de la mobilité ?
« Oui, c'est aussi à ce niveau européen qu'on peut faire évoluer les choses. Loi Major, Mobility Package… Il y a eu des avancées importantes pour défendre les spécificités du secteur du transport. Mais il faut encore et toujours lutter contre le dumping social et pour une meilleure couverture des travailleurs, pour leur sécurité et leur protection sociales. Ce sont des de vrais enjeux pour l'Europe. »

Tax The Rich, un combat européen

Pour Estelle Ceulemans, l'engagement syndical a donc tout son sens au niveau européen.
« L'ADN de mon engagement syndical, c'est agir pour une meilleure répartition des richesses. Ça passe par les salaires, la protection sociale, la fiscalité, ou encore la redistribution du travail via une possible réduction collective du temps de travail. Et tout ça se décide au niveau européen. Car les politiques d'austérité que l'Europe pourrait nous imposer risquent de se traduire par des attaques contre la protection sociale. Comme je l'ai toujours fait à la FGTB, je veux continuer à défendre les intérêts des travailleurs et une fiscalité plus juste. Aujourd'hui, elle pèse beaucoup trop sur les travailleurs, et pas assez sur les revenus du capital. C'est d'ailleurs la raison d'être de l'initiative citoyenne européenne « Tax the Rich » soutenue par le Parti Socialiste. Son objectif ? La mise sur pied d'une fiscalité sur les grosses fortunes, soit les patrimoines dépassant 1,25 million d'euros, pour entre autres financer une transition climatique juste et sociale. C'est clairement un défi européen à relever ! »

Qui est Estelle Ceulemans ?

A 54 ans, cette Liégeoise d'origine et maman de deux ados s'investit depuis 17 ans au sein de la FGTB. Secrétaire fédérale et Secrétaire générale de la FGTB Bruxelles, Estelle y a aussi été directrice du service d'études. Elle est également engagée dans des ONG défendant les valeurs de justice sociale et de solidarité, comme le CNCD 11.11.11 dont elle préside le conseil d'administration et Solsoc.

Je compte défendre au Parlement l'instauration d'un dialogue social européen dans toutes les politiques de l'Union.

Pour une concertation sociale européenne

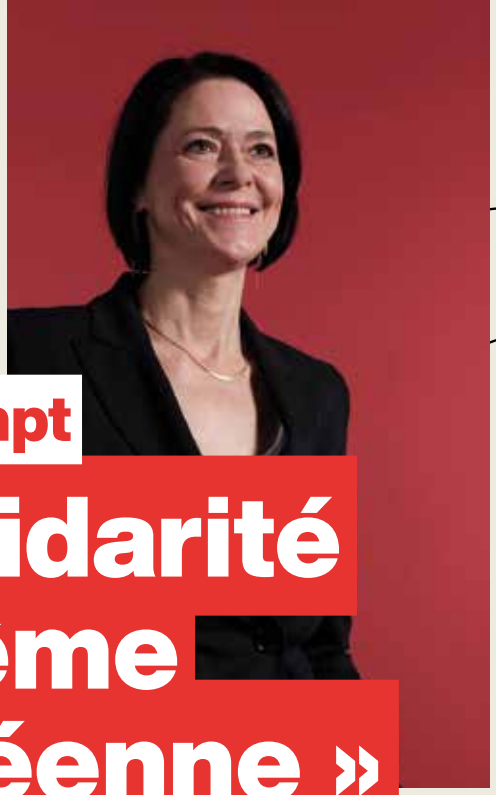
De quel espace les syndicats et les structures de concertation disposent-ils dans la gouvernance européenne ?

« L'implication des interlocuteurs sociaux n'y est pas suffisante », estime Estelle Ceulemans. « Et pourtant, la directive sur le salaire minimum demandant qu'il tende vers 60% du salaire médian prévoit que cette augmentation passe par la concertation sociale… en partant du constat que les pays où l'affiliation syndicale est la plus importante sont aussi ceux où les richesses sont le mieux réparties. L'Europe respecte la concertation sociale dans certains dossiers, mais pas dans tous. Je compte défendre au Parlement l'instauration d'un dialogue social européen dans toutes les politiques de l'Union. »

La menace de l'extrême droite

On s'attend à une progression de l'extrême droite lors des élections européennes. Qu'en pense Estelle Ceulemans ?

« Ça m'effraie, car leurs idées sont régressives et nocives pour les valeurs que je défends. Je ne pointe pas du doigt leurs électeurs, qui posent surtout un choix antisystème. Mais ça montre surtout l'urgence d'aller à l'Europe en montrant toute notre intégrité et notre engagement, pour que cette Europe soit plus proche du citoyen. Et pour ça, elle doit être beaucoup plus progressiste et afficher de plus grandes ambitions en termes de droits économiques et sociaux. Pourquoi choisir le Parti Socialiste ? Parce qu'il est le seul engagé dans un projet de société défendant les travailleurs et à agir concrètement, contrairement à d'autres partis. Lors de la dernière législature belge, nous avons par exemple obtenu l'augmentation du salaire minimum et des pensions. Les deux mots qui résument mieux le Parti Socialiste ? Solide et solidaire ! », conclut Estelle Ceulemans.



Kathleen Van Brempt

« Pour moi, la solidarité est l'essence-même de l'Union européenne »

Kathleen Van Brempt siège déjà au Parlement européen depuis 17 ans. La socialiste anversoise s'est battue pour la loi Major et a contribué à l'élaboration du paquet Mobilité et du Green Deal européen. Et elle est tout à fait prête à remettre le couvert. « Seuls les socialistes peuvent concilier les termes people, planet et profit dans une seule et même politique ».

On dit parfois que vous avez l'Europe dans le sang. Après plus de 20 ans, l'Union européenne vous plait-elle toujours autant ?
« Oui, je suis non seulement une socialiste convaincue et une Anversoise, mais également une fière Européenne. Je crois que l'Union européenne est la seule réponse que nous pouvons apporter aux grands défis d'aujourd'hui. Je pense par exemple au changement climatique, à l'inégalité sociale et à l'insécurité dans le monde. Il n'est certainement pas simple de trouver des compromis au niveau européen. Mon groupe politique à lui seul compte déjà 140 membres. Et ensuite, nous devons encore trouver un accord avec les autres fractions. Mais quand on trouve un tel compromis, il est alors vraiment défendu largement. »

« Ainsi, pendant la crise sanitaire, nous avons veillé à ce que toutes les personnes ayant dépassé un certain âge soient vaccinées en même temps. Lorsque je pense à mes propres dossiers, je suis toujours fière de la protection du statut des ouvriers portuaires. Le Green Deal constitue aussi un tournant important à mes yeux : il s'agit du plus grand programme d'investissement depuis des décennies. Après tout, il s'agit de notre avenir. Ce Green Deal peut permettre à tous de participer à la transition énergétique et de réduire les inégalités entre les citoyens. »

À l'automne 2023, vous avez publié le livre *De comeback van Europa* (« Le retour de l'Europe »). Pourquoi le retour ?
« L'Europe n'est jamais partie, mais nous sortons néanmoins d'une période très difficile. Personnellement, j'ai été très affectée par la décision des Britanniques de sortir de l'Union européenne. C'était pour moi presque impensable. Nous nous trouvions alors dans une période de grande austérité. Et lorsqu'une multitude de messages anti-européens ont envahi les médias et les réseaux sociaux, les personnalités politiques européennes n'ont pas réagi. C'était très frustrant. »

> **Quiconque travaille à temps plein doit pouvoir joindre les deux bouts.**

« Nous sommes donc au début d'un come-back. Grâce au Green Deal. Grâce à l'unité dont nous avons fait preuve face à la Russie. Et grâce aux initiatives sociales mises en place par l'Europe ces dernières années, comme le salaire minimum européen et la directive sur la transparence des rémunérations. Le principe est simple : quiconque travaille à temps plein, où que ce soit en Europe, doit recevoir un salaire décent à la fin du mois pour être en mesure de joindre les deux bouts. Les compétences sociales de l'Union européenne sont actuellement limitées, mais doivent certainement être étendues. »

Vous avez été très impliquée dans le paquet Mobilité qui était censé améliorer les conditions de travail des chauffeurs de poids lourds. La législation est là, les résultats se font encore attendre.
« Il y a en effet encore du pain sur la planche. La législation existe et elle est claire. Par exemple, en ce qui concerne

L'UBT a énormément d'expertise et de bonnes relations avec ses membres.

les temps de repos et de conduite. Mais ces règles sont bafouées de manière flagrante par de nombreuses entreprises et certains États membres n'effectuent tout bonnement aucun contrôle. De ce fait, la législation reste lettre morte. Nous devrons donc travailler dur dans les prochaines années pour faire appliquer cette législation. Par exemple, en donnant plus de pouvoir à l'Autorité européenne du Travail nouvellement créée. Actuellement, elle est principalement responsable de la communication et de la collaboration entre les États membres de l'UE. Nous devons veiller à ce que cette Autorité du Travail reçoive également le mandat et les ressources nécessaires pour effectuer elle-même des contrôles dans les entreprises soupçonnées de dumping social. »

Où en est la législation européenne sur le travail de plateforme ?
« Un accord européen a été conclu et les États membres ont maintenant 2 ans pour le transposer en droit national. Je regrette qu'il ne contienne aucun signal fort concernant le statut des travailleurs. Certains pays européens travaillent à l'élaboration d'un troisième statut pour les coursiers et les chauffeurs de taxi qui travaillent via une plateforme en ligne. Un tel statut distinct n'est toutefois pas une solution. Les travailleurs de plateformes sont des travailleurs, point. La directive Économie de plateforme a néanmoins la particularité d'édicter, pour la première fois, des règles sur la gestion par algorithme. Vous ne pouvez donc pas être licencié sur décision d'un algorithme. Un contrôle humain est toujours nécessaire. Les plateformes ne peuvent pas non plus traiter certaines données, comme les convictions personnelles. »

Comment voyez-vous la collaboration avec les syndicats au niveau européen ?
« Des initiatives telles que la loi Major ou le paquet Mobilité n'auraient jamais pu être menées à bien au Parlement sans les syndicats. Ils fournissent énormément de connaissances et ont la force et l'effectif nécessaires pour dire : « C'est ici que ça s'arrête pour nous. » Cet activisme est pour nous indispensable. J'ai également vu les syndicats se développer énormément au cours des années dans ce paysage politique européen. Avec la Fédération européenne des ouvriers du transport, ils ont un représentant fort et engagé. Et c'est aussi grâce à l'UBT qui y est très active. Ce qui me frappe, c'est que l'UBT excelle dans l'expertise de fond ainsi que dans les relations avec ses membres. »

Pourquoi un vote fort est-il un vote rouge aux élections européennes ?
« Parce que seuls les socialistes peuvent combiner les trois P : people, planet et profit. Nous devons tendre vers une économie solide qui fait face aux problèmes climatiques et qui implique tout le monde. Seuls les socialistes sont capables de concilier ces trois aspects.

Vers un transport plus durable et plus équitable : découvrez les points d'action de l'UBT

À la lumière des prochaines élections, l'UBT a présenté en janvier son mémorandum 2024 intitulé « Un transport équitable à taille humaine ». Ce document complet présente en détail les points d'action essentiels pour l'avenir du secteur du transport en Belgique et en Europe. Nous présentons ci-dessous quelques points d'action clés dans nos trois secteurs principaux : le secteur portuaire, le secteur maritime et le transport routier. Ces exemples illustrent la raison pour laquelle ce mémorandum est un incontournable pour quiconque est impliqué dans le secteur du transport ou s'y intéresse.

> **Ce mémorandum est un incontournable pour quiconque est impliqué dans le secteur du transport ou s'y intéresse**

SECTEUR PORTUAIRE :

Accent sur la protection et l'innovation.

L'UBT a réussi à repousser diverses attaques contre le statut portuaire et continue de défendre la loi Major, cruciale pour la flexibilité et la protection sociale des ouvriers portuaires. En outre, le mémorandum souligne l'importance du développement du réseau de transport ferroviaire de marchandises et de la navigation intérieure, en mettant l'accent sur une croissance durable qui ne se fasse pas au détriment des intérêts des travailleurs. L'appel à l'installation de sources d'alimentation électrique sur les quais afin de réduire les émissions des navires souligne notre engagement pour l'environnement et notre efficacité.

SECTEURS MARITIME ET DE LA NAVIGATION INTÉRIEURE :

La sécurité et la durabilité doivent être prioritaires.

Pour le secteur maritime, nous appelons à des sanctions européennes contre les pays qui ne respectent pas les règlements sociaux, contraignant les officiers belges à travailler « au noir ». L'innovation dans le secteur de la pêche par l'introduction de navires plus économes en énergie et plus sûrs démontre l'approche progressiste de notre organisation. Le secteur de la navigation intérieure plaide pour une simplification administrative pour les ouvriers transfrontaliers et de meilleures infrastructures pour les nouvelles formes de mobilité comme les bateaux assurant le transport de palettes et les vélos-cargos.

TRANSPORT ROUTIER :

Poursuivre avec vigueur la lutte contre le dumping social.

Il est temps de changer la manière d'aborder cette problématique, les élections marquant un tournant décisif. Nous exigeons que des mesures plus strictes soient prises contre les organisateurs de dumping social. Trop souvent, ceux-ci sont uniquement sanctionnés d'une amende qui leur coûte moins que les bénéfices engendrés par leurs pratiques frauduleuses. Une chambre spécialisée devrait être créée au sein des tribunaux pour examiner ces dossiers complexes, en accordant la priorité au personnel lésé qui a droit à une régularisation complète en vertu du droit du travail belge.

En outre, nous plaidons pour des sanctions pénales pour les infractions les plus graves, qui tendent parfois vers le trafic d'êtres humains. Cette problématique souligne la nécessité d'une approche européenne forte et globale. L'Autorité européenne du Travail (ELA) doit évoluer d'un organisme de communication vers un service d'inspection sociale à part entière qui contribue activement au respect de la législation en matière de travail.

Ces élections offrent une occasion unique d'influencer les décideurs politiques et de veiller à ce que des clauses contraignantes contre le dumping social soient incluses dans les marchés publics. En outre, il devrait être clairement interdit aux chefs d'entreprise qui ont été pris en flagrant délit à plusieurs reprises pour de telles pratiques de continuer à diriger ou à créer des entreprises de transport.

Ce mémorandum est non seulement un appel à l'action, mais aussi un plan pour rendre le secteur du transport plus durable et plus équitable. Il souligne également le rôle crucial des autorités et des syndicats dans la quête d'un avenir équitable.

Lisez tous nos points d'action dans notre mémorandum : bit.ly/ubtmemorandum

Vous trouvez toutes les adresses, heures d'ouverture et coordonnées sur le site web v ou sur Facebook.

UBT FGTB

UNION BELGE DU TRANSPORT – PAARDENMARKT 66 – 2000 ANTWERPEN